

## Cours sur l'iconoclasme, unes de Charlie, fictions... : comment s'y prennent les profs

PAR FAÏZA ZEROUALA  
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 22 OCTOBRE 2020



À Pantin, deux élèves regardent la charte de la laïcité. © PATRICK KOVARIK / AFP

Des enseignants se souviennent pour Mediapart de leurs cours les plus délicats, sur la liberté d'expression, les guerres de religion ou la sexualité. Depuis la Seine-Saint-Denis ou le Tarn-et-Garonne, ils racontent dans le détail comment, face à des contestations, ils font classe. Plongée dans le cambouis pédagogique.

Enseignante aguerrie, Caroline a été marquée par un échange avec un adolescent. Professeure dans un collège défavorisé de l'Est parisien, elle a animé il y a trois ans un cours durant lequel les élèves devaient réfléchir à des propositions pour changer le monde et faire qu'il n'y ait plus d'attentats. Dans la discussion à bâtons rompus, Ismaël\*, un adolescent, a formulé cette pensée inspirée par son père : « *Pour moi l'attentat de Charlie Hebdo, c'est à cause des dessins. Mon père m'a dit que c'est pas bien de tuer mais qu'ils ont eu raison et qu'ils allaient partir au paradis.* » L'enseignante a conservé le *verbatim* de la discussion qui suit.

« L'enseignante : Qu'est-ce qu'ils avaient ces dessins ?

– Ismaël : Il y avait le prophète Mohamed avec le Coran.

– L'enseignante : Tu les as vus ?

– Ismaël : Oui.

– L'enseignante : Qu'est-ce qui, dans ces dessins, justifie le massacre de *Charlie Hebdo* ?

– Ismaël : Ils faisaient comme si le Coran c'était du PQ et qu'il se torchait avec.

– L'enseignante : Il faut reconnaître que c'est provocateur. Pourquoi *Charlie Hebdo* a voulu provoquer ? Est-ce que ça mérite la peine de mort ?

– Ismaël : Ce qu'ils ont fait ne mérite pas la peine de mort mais au moins la prison. »

Caroline estime que le dialogue s'est noué et qu'elle a réussi à déminer la tension. En tant que fonctionnaire, elle s'est dit qu'il fallait faire remonter ces propos au chef d'établissement sans jamais avoir su ce qu'il était advenu de son signalement. Elle poursuit : « *Moi, ça ne me choque pas plus que ça. Je comprends que j'ai affaire à un enfant qui doit avoir un père pas très malin. Je ne pense pas que le père soit un terroriste mais je fais remonter, on ne sait jamais. Je me dis que c'est encore un enfant, il est en pleine construction de son identité. Il essaye de comprendre qui il est et se demande s'il doit adhérer à ce que disent ses parents. En tant que professeure, mon rôle n'est pas de lui apporter une réponse mais de le forcer à trouver sa propre réponse.* »

L'assassinat de Samuel Paty, cet enseignant d'histoire-géographie qui avait montré des caricatures de *Charlie Hebdo* à ses élèves en classe, le 16 octobre à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), bouleverse les enseignants. Un hommage national sera rendu à Samuel Paty, ce soir dans la cour d'honneur de la Sorbonne à Paris. Il recevra la Légion d'honneur à titre posthume et son fils de cinq ans sera pupille de la Nation, a annoncé le ministre de l'éducation nationale.

Cet assassinat provoque plus largement un questionnement sur les pratiques des professeurs vis-à-vis des questions de laïcité, de faits religieux et sur des sujets les plus sensibles. Plusieurs enseignants d'histoire et géographie, discipline particulièrement exposée aux difficultés, **racontaient à Mediapart** comment ils géraient leurs cours au lendemain de la décapitation de Samuel Paty.

Sandrine est directe. Elle se définit comme une « *militante laïque* ». Enseignante en Segpa, elle a choisi ces dernières années de ne travailler qu'avec des publics en grande difficulté. Aussi a-t-elle enseigné en détention. Soucieuse de rester dans la mesure,

Sandrine confesse rencontrer un ou deux incidents par an, gérés immédiatement « dans la majeure partie des cas ».



À Pantin, deux élèves regardent la charte de la laïcité. © PATRICK KOVARIK / AFP

Aujourd'hui, en poste à Narbonne, elle s'occupe de dispenser des cours de sciences de la vie et de la Terre, d'espagnol et de français. Elle se souvient d'une jeune fille évangéliste de quatrième qui s'est renseignée auprès d'elle sur le moment où auront lieu les cours consacrés à la reproduction sexuée pour essayer d'y échapper. « J'ai dû rappeler que c'est important d'être éduqué à ces questions, d'autant plus que l'année précédente une élève de cinquième est tombée enceinte. Deux semaines plus tard, la première jeune fille est revenue avec un mot de ses parents pour la dispenser de ce cours durant deux semaines. Ils voulaient qu'elle reste pure. J'ai signalé l'incident au chef d'établissement qui a lui-même écrit un courrier à l'inspection qui a pris langue avec le référent laïcité. On a contacté ses parents sans succès. La jeune fille a été retirée du collège pour suivre des cours à distance via le Cned. »

L'enseignante n'a jamais eu de nouvelles du dénouement du recours et vit cela comme une situation regrettable. Ceux qui n'ont pas vraiment rencontré de difficultés insurmontables s'excusent presque. Thomas\*, enseignant de français depuis sept ans, près de Tremblay-en-France en Seine-Saint-Denis dans un collège qui draine un public assez populaire, n'a pas envie de « faire une généralité » sur son quotidien. « Il y a des endroits plus difficiles que dans mon collège, je pense. J'ai des élèves musulmans et j'ai des contestations peu nombreuses. Quand une arrive, cela prend de la place, car lorsque l'un conteste, les autres peuvent suivre. Parfois une classe entière peut alors dysfonctionner. Il suffit qu'un élève ait des prises de position religieuses ou politiques fortes pour

que le ventre mou suive pour être d'accord avec lui plutôt qu'avec le professeur, parfois simplement par posture. »

De son côté, Julien Cueille est enseignant de philosophie dans un lycée à Montauban (Tarn-et-Garonne). De son établissement, il dit qu'il est « remuant » avec des conduites de classe chaotiques, des incidents, de l'absentéisme, du décrochage scolaire et une surreprésentation des classes défavorisées. Avant, il a enseigné dix-sept ans dans un établissement « tranquille » en Normandie. Le contraste lui est apparu avec force à son arrivée à Montauban. « Cela dépend beaucoup du regard qu'on porte sur ces jeunes. Dans mon établissement, il y a de fait des petits groupes d'élèves, supposément issus de l'immigration, qu'on pourrait soupçonner de se réunir par affinités. Des collègues les accusent de communautarisme mais dans ma classe, je n'ai jamais rencontré d'incident. »

Attraper la réalité reste complexe tant la question des débats avec les élèves autour des questions de laïcité, de mixité, de fait religieux débouche sur des considérations parfois poisseuses. L'équilibre est subtil, les enseignants cheminent sur une ligne de crête et savent leur position parfois inconfortable. Comment parler des incidents et des conflits qui peuvent émailler certains cours sans minorer ces manifestations mais sans exagérer non plus leur portée avec effet miroir grossissant et déformant ?

Les professeurs interrogés enseignent tous des disciplines sujettes à des contestations comme les sciences de la vie et de la Terre, le français ou la philosophie. Dans ces cours sont abordées des notions touchant à des faits de société ou qui entrent en résonance avec le milieu, l'histoire, la sensibilité et les convictions des élèves. Ces professeurs racontent appréhender ces questions de laïcité ou de faits religieux sans trop d'encombres.

Depuis le quinquennat précédent, un intérêt particulier est accordé à ces questions. En 2013, le ministre de l'éducation nationale, Vincent Peillon, crée l'enseignement moral et civique au lycée et une charte de laïcité. Après les attentats de 2015, sa successeuse,

Najat Vallaud-Belkacem, diffuse un livret de la laïcité, crée un module de formation des enseignants et installe un référent laïcité, chargé de former et d'accompagner les enseignants dans chaque académie. Puis, Jean-Michel Blanquer crée en 2018 un Conseil des sages de la laïcité et entend renforcer les équipes dédiées à cette question et sort son propre *vade-mecum* de **80 pages**.

Selon **la dernière évaluation** du Conseil des sages présentée il y a quelques jours, 935 « atteintes à la laïcité » ont été signalées entre septembre 2019 et mars 2020 (avant le confinement). 15 % des signalements correspondent aux contestations d'enseignement et 45 % se déroulent au collège. Le chiffre global reste peu élevé rapporté aux 12,6 millions d'élèves. Les enseignants ne rapporteraient pas tous les incidents et surtout les faits dénoncés sont disparates, voire la méthodologie **sujette à caution**. Surtout, cela dépend des enseignants et de leur vision de la laïcité et/ou de leur sensibilité politique. Le Comité national d'action laïque avait exploré cette question **dans une étude** publiée en 2018.

### Ne jamais fuir le dialogue

Kahina\* enseigne en zone rurale dans la ville d'Issoire (Puy-de-Dôme) dans une classe de BTS qui suit un module de culture générale et d'expression. D'emblée, celle qui a longtemps travaillé en zone d'éducation prioritaire précise que « *ce n'est pas le 93* ». À raison de quatre heures par semaine, elle échange sur différentes thématiques sur la liberté d'expression avec ses élèves, par groupe de 20 à 30 maximum. Elle insiste : « *C'est un luxe.* » « *J'ai du temps, j'ai de la chance, ils sont plus âgés. On est plein à le faire. Quand tu fais ça, tu sais qu'il va se passer quelque chose.* »

Elle a choisi de consacrer cette séquence aux mythes et à la culture générale. Elle détaille sa méthode. La professeure raconte prendre appui sur le déluge raconté dans l'*Énéide*, dans la Bible et dans un texte indien. « *Ensuite, je m'engouffre sur le terrain de la représentation, la croyance, le rite et la représentation. Je leur parle aussi de l'iconoclasme et des monothéismes contre l'idolâtrie. J'aborde aussi les religions et la laïcité. Je reste factuelle et je*

*commence par la loi de 1905, je leur explique que les plus grandes guerres de religion en France se sont produites entre chrétiens. Puis on aborde l'histoire des caricatures.* » Et tout se déroule sans anicroche.

Fannie enseigne le français depuis onze ans et a développé la même technique d'enseignement que Kahina, même si ces conditions d'enseignement sont moins idylliques. Elle exerce aujourd'hui dans un collège de Seine-et-Marne, limitrophe de la Seine-Saint-Denis. La population y est très hétérogène mais elle a accompli une grande partie de sa carrière dans des villes défavorisées de Seine-Saint-Denis. Elle s'excuse de ne pas avoir d'incident précis à relater. « *En onze ans d'enseignement, je n'ai pas une anecdote à vous raconter. Je connais les codes des élèves, ce qui me facilite la tâche.* »

Elle raconte ainsi avoir abordé tous les sujets autour de la religion, avoir parlé du Coran en classe pour faire des ponts avec la Genèse, avoir aussi montré en classe après 2015 des miniatures persanes qui représentent le visage du Prophète. Ses élèves musulmans lui ont rétorqué que c'est interdit. Cette affirmation permet à Fannie d'aborder d'autres aspects historiques, bref de poursuivre son cours.

Enseigner réclame du doigté. Au fil des ans, comme ses collègues, Caroline a réussi à créer sa propre méthode pour enseigner avec tact et pédagogie mais jure ne jamais se censurer. Avant d'aborder la Genèse, elle emmène ses élèves à l'Institut du monde arabe et au musée d'Art et d'Histoire du judaïsme à Paris. Ils suivent un parcours durant lequel ils découvrent des objets sacrés, des Torah et des Coran anciens. « *Ils découvrent les histoires, les légendes et les prophètes communs aux deux religions. Je sape à la base les fondements des séparatismes identitaires de ces préadolescents en pleine construction.* »

Au lendemain des attentats de janvier 2015, elle a choisi de travailler sur les caricatures de *Charlie Hebdo* après que tous les établissements furent priés de faire une minute de silence en hommage aux victimes. « *C'est lourd pour des jeunes. Alors, j'ai fait un diaporama avec toutes les unes de Charlie, ils les voyaient rapidement. Je n'ai pris aucune précaution*

*spécifique et je les ai fait parler de ce qu'ils voyaient. Une jeune fille d'origine algérienne et très fine m'a dit c'est de la provocation. J'ai acquiescé et puis je lui ai aussi demandé si cela valait la peine de mort selon elle. Elle a évidemment dit non. Je suis persuadée que le questionnement aide. »*

Kahina a décidé elle aussi de montrer à ses élèves la caricature de *Charlie Hebdo*, parue en 2006, qui clame « C'est dur d'être aimé par des cons ». Elle laisse alors les jeunes lister ce qui les dérange dans cette affirmation. Cette parole est importante à entendre, considère l'enseignante. Parfois, quand cela va trop loin – un élève assurait que l'homosexualité n'existait pas chez les musulmans – elle préfère alors couper court à la discussion.

Thomas, l'enseignant de français, a l'habitude de visionner avec ses élèves le film *Persépolis*. Dans ses cours, raconte-t-il, l'image de Dieu et du prophète Mohamed reste un point de tension potentiel. « Dans le film, Dieu apparaît dans les songes de la narratrice qui s'imagine lui parler. Ce n'est ni complaisant, ni dans l'attaque. On voit Marx à un moment qui a le même rôle dans le film. Neuf fois sur dix, cela fait sourire les enfants. Une fois, il y a contestation. »

Au lieu de fuir le dialogue, il l'engage : « Ils ont un discours mais ne sont pas butés. Ils le confrontent à celui de l'enseignant. Il faut qu'on soit solide sur nos appuis et qu'on sache de quoi on parle pour répondre et désamorcer. Ils vont nous bouffer s'ils sentent que c'est mouvant et qu'ils peuvent mettre en difficulté l'enseignant. »

Après avoir traversé les attentats de *Charlie Hebdo* et du 13-Novembre, l'enseignant confie avoir appris à réagir et ne se formalise pas du fait que ses élèves croient par exemple aux **Illuminati**. « Dans ces cas-là, je leur pose des questions. "Tu penses que ? Pourquoi ?" En règle générale, cela les mène à une impasse. C'est à eux de construire leur savoir, car être frontal cela ne fonctionne pas. Il faut tenir compte de leur vie aussi. Ils vivent dans des conditions socioéconomiques difficiles, ils ne vont pas au musée tous les jours et n'écoutent pas France Culture au quotidien. »

Julien Cueille partage peu ou prou cette méthode et raconte ne jamais se réfréner pour ne pas potentiellement blesser ses élèves. « J'aborde volontiers ces questions qu'on appelle socialement vives et je pense même que c'est notre mission de les aborder, de les prendre à bras-le-corps, sans autocensure. »

L'interdisciplinarité est aussi un outil précieux. « Avec un collègue enseignant l'histoire-géographie, dont les positions sont différentes des miennes, car il est plus républicain intransigeant et partisan d'une laïcité fermée, on a animé des débats sur le voile dans une atmosphère passionnée, mais sans aucun débordement. On s'apprécie, on fonctionne bien ensemble, on est complémentaires. Ce collègue peut leur parler de toutes sortes de choses sur les religions, il maîtrise bien le sujet, il aime parler avec les élèves et ça se voit. »

### La difficulté de trouver une voie médiane

Sandrine, l'enseignante de Segpa, a décidé de bousculer ses élèves, elle a inclus dans ses illustrations pour le cours d'espagnol qui désignent la famille, un oncle en couple avec un autre homme. « Cela permet de voir s'ils ont une réaction. Parfois, il n'y en a pas. Je considère que mon rôle est de les éduquer à la laïcité et à ce qu'ils apprennent à penser par eux-mêmes, selon leur propre échelle de valeurs, au-delà de moi, leurs parents et leur religion s'ils en ont une. Quand j'explique cela à mes collègues, ils me disent : "Je ne saurais pas faire, j'aurais peur qu'ils soient homophobes." Mais pour moi ils sont assez mûrs pour avoir cette discussion même s'ils peuvent être dans la provocation. »

Thomas confie que c'est parfois usant de faire face à une certaine intolérance de ses élèves. Il se sent démuni devant certaines situations. Mais il ne se réfère pas à sa hiérarchie dans ces cas-là. Il explique ne pas avoir envie de signaler ces incidents quand ils se produisent, « parce qu'ils se règlent la plupart du temps par quelques minutes de discussion, et que c'est une preuve de confiance de la part des élèves d'apporter leur discours dans une salle de classe, et d'accepter d'en débattre. Ce serait dommage de les

*pousser à ne plus le faire : plus personne ne pourrait les aider à les déconstruire. Et puis ce sont des enfants. Les plus grands ont 15 ans. À 15 ans, j'ai vu une vidéo sur le 11-Septembre sur YouTube et j'ai cru pendant six mois que c'était un complot ».*

Julien Cueille, le prof de philo de Montauban, développe : « *Ces adolescents ont un côté carnavalesque. Cela pourrait dégénérer sans doute, je ne le nie pas, mais c'est selon moi en proportion rarissime ; en tout cas, je n'ai jamais constaté ni prosélytisme ni agressions verbales, encore moins d'appels à la haine. C'est pour l'essentiel, me semble-t-il, un mélange de provocation et de recherche de soi. J'ai beaucoup d'élèves qui refusent la théorie de l'évolution, pas pour des motifs religieux, mais ils n'y croient pas et ils ne savent pas très bien pourquoi, c'est une théorie du complot parmi d'autres. La rébellion adolescente prend des formes de contestation de la vérité. »*

Kahina ne nie pas non plus les difficultés que peuvent rencontrer certains professeurs. Elle-même a parfois dû composer avec des élèves réticents. « *Ils sont désobéissants, ils ne participent pas au cours et se mettent en retrait pour freiner le groupe. Mais en général, même quand il y a des conflits, ce sont des joutes verbales. Je me permets de l'humour aussi. »*

Les sujets considérés comme sensibles diffèrent selon les contextes. Pour Kahina, l'islam et ses corollaires ne font pas partie des questions les plus délicates à aborder. Elle a face à elle un public masculin. « *Plus on densifie un type de population, plus on densifie un préjugé, j'ai des classes de garçons. Ils ont du mal à parler d'homosexualité et de rapport aux femmes. Pour eux, le féminisme c'est quelque chose de mauvais, qui s'attaque à eux. Il y a tout un travail à faire là-dessus. »*

Julien Cueille reste convaincu que rien n'est impossible à aborder en classe, pas même les thématiques sociétales brûlantes, de l'islamisme, aux questions de politique migratoire ou judiciaire aux complots en passant par la gestation pour autrui. « *Il faut en parler de façon apaisée, dans le dialogue, dans un esprit d'écoute. Partout où on ne*

*le ferait pas, on laisserait s'enkyster le malentendu. Mais cela suppose au préalable un long travail de construction du "groupe classe" [rendu plus difficile désormais par la disparition des classes avec la réforme du baccalauréat – ndlr]. L'approche par le débat philosophique est un outil précieux. »*

De manière générale, Caroline est lasse des débats sempiternels sur l'impossibilité d'enseigner tel ou tel pan du programme. « *Cela fait vingt ans que j'entends que les élèves ne savent plus lire ni écrire et que je ne peux plus enseigner certains sujets. Ce genre de discours va susciter les séparatismes. Dire qu'il y a une menace sur chaque enseignant, c'est un délire collectif souvent raciste. Il existe des îlots de fondamentalisme religieux oui, mais personnellement je ne vois pas du tout arriver le péril musulman, mais celui de l'extrême droite. Ce climat est du pain bénit pour elle. »*

Pour sa part, Thomas est très embêté par l'injonction à choisir un camp : « *Si on dit que ça se passe bien, qu'on ne doit pas gérer au quotidien des discours d'intolérance, on devient un lâche qui se voile la face, un islamo-gauchiste, un "collabo". »*

Mais de l'autre côté, dénoncer des faits qui l'ont heurté lui semble parfois difficile. « *On nous interdit presque de prendre la parole : si l'on n'est pas dans la condamnation permanente, c'est qu'on ne condamne rien, voire qu'on l'a bien voulu et que c'est de notre faute. On fantasme sur nos prises de position politique et on nous accuse de compromission, ce qui est faux. Comme si c'était un discours réservé à ceux qui font commerce de ces prises de position. Et on a aussi peur en tant qu'enseignant, que, dès qu'on dit que des élèves n'ont pas voulu regarder Persépolis, on nous accuse d'islamophobie. L'autre écueil, c'est la peur de donner du grain à moudre à ceux qui considèrent les musulmans comme un ensemble étale formé d'intolérants. »*

Thomas souligne aussi que les rumeurs vont vite au collège et qu'un discours peut très facilement être amplifié et déformé sur les réseaux ou sur les groupes WhatsApp, comme l'a tragiquement

démontré l'assassinat de Samuel Paty. La voie médiane devient difficile à trouver, résume encore le professeur de français.

Depuis l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine, l'enseignante de Segpa craint toutefois qu'un risque d'autocensure advienne chez ses homologues enseignants. La violence de l'assassinat de Samuel Paty crée une onde de choc et une émotion qui ne faiblissent pas quelques jours après sa survenue. Sandrine a été interpellée par les propos d'une de ses collègues, fort émue lors du rassemblement en hommage à Samuel Paty organisé dans leur ville. « Elle m'a dit qu'elle avait deux enfants et qu'elle ne montrerait pas ces caricatures à sa classe, elle ne veut pas être décapitée pour ça. Je la comprends, on s'est tous dit que ça aurait pu être nous. »

Elle reste toutefois « optimiste » sur sa propre capacité à continuer à aborder toutes ces questions avec ses élèves et entend travailler sur le sujet avec ses collègues en vue de la journée de la laïcité, instituée par Najat Vallaud-Belkacem, le 9 décembre. Comme tous les enseignants interrogés, elle pointe le manque criant d'une formation initiale et continue charpentée sur ces sujets. Là encore, ils doivent se débrouiller et bricoler en se renseignant auprès des

collègues plus aguerris. « Je suis inquiète, car la formation se concentre sur les fondamentaux, mais oublie "penser, créer et communiquer". Tant qu'il n'y aura pas de focus sur ces trois fondamentaux, tout tiendra sur des militants comme moi. Le système n'est pas accompagnant. Les enseignants ne régleront pas tout, on se bat avec les moyens du bord. Dans les milieux les plus éduqués, la plus-value, ce n'est pas les fondamentaux, c'est l'à-côté. »

Thomas juge avec sévérité le ministre de l'éducation nationale qui, selon lui, joue une partition connue. Il a abandonné l'idée d'obtenir le soutien des enseignants et préfère jouer les parents contre eux en tenant un discours rigide. Lui ne croit pas aux mesures coercitives. « On ne veut pas des brigades mobiles de sécurité dès qu'un gamin dit des conneries et qui répète ce qu'il a entendu ailleurs », mais de la formation et surtout le soutien et la confiance de la hiérarchie.

### Boîte noire

Les prénoms suivis d'un astérisque ont été modifiés à la demande des intéressés. Correction, le 22 octobre d'une erreur sur la date de parution d'une caricature de *Charlie Hebdo*.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.